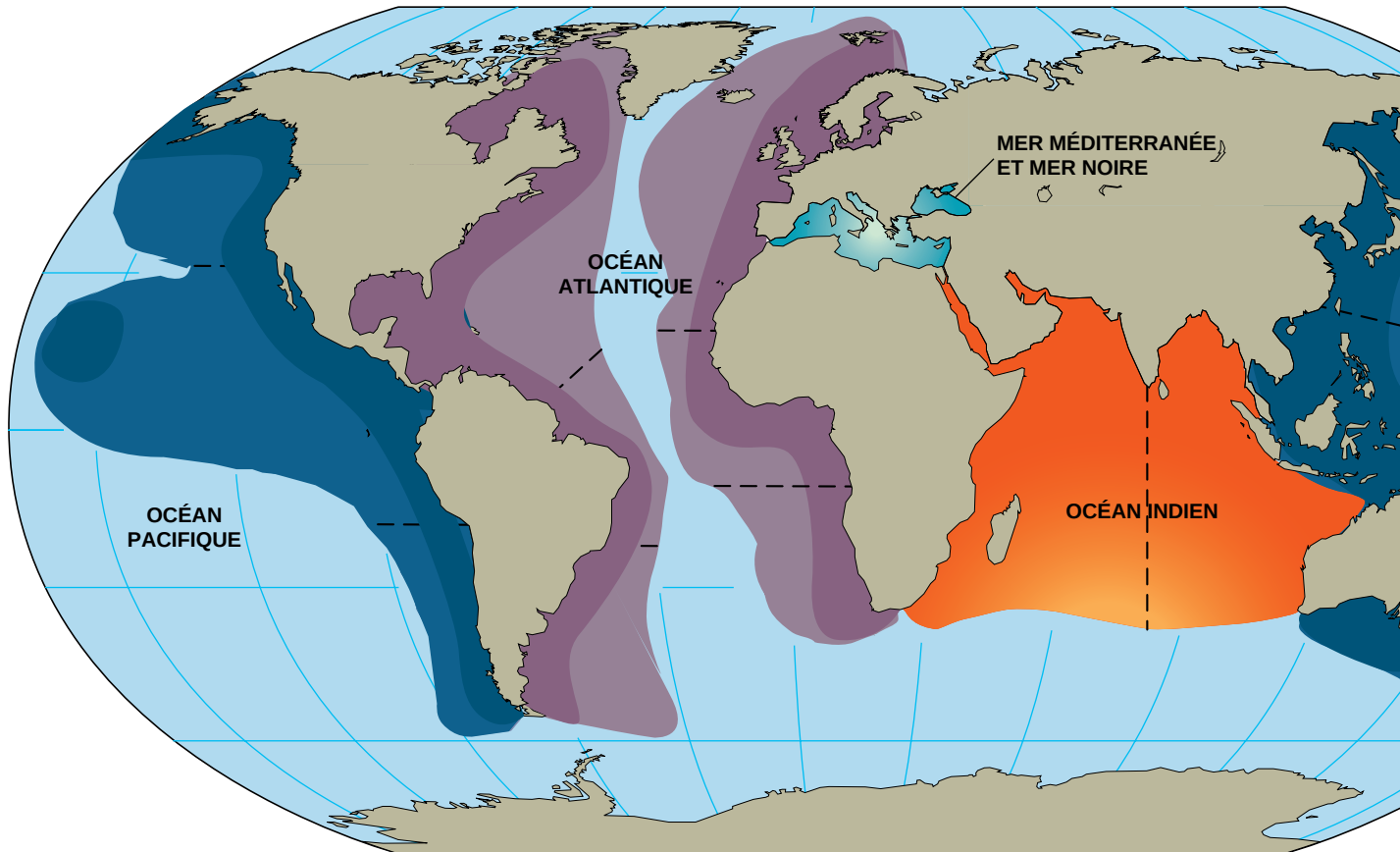


Les principales zones de pêche dans le monde : l'évolution des prises



Comme les capacités de renouvellement des populations sauvages sont déterminées par la nature, les efforts de pêche visant à augmenter l'approvisionnement devront, tôt ou tard, être limités. Dans l'Atlantique, la Méditerranée et le Pacifique, les captures diminuent déjà. À l'échelle mondiale, les prises de pêche ont culminé à 82 millions de tonnes en 1989; depuis, la croissance a cédé la place à une stagnation, voire au déclin.

Dans certaines zones où les captures avaient été maximales au début des années 1970, le tonnage débarqué a diminué de plus de 50 pour cent. De surcroît, certains des plus grands lieux de pêche mondiaux, tels les Grands Bancs de Terre-Neuve ont été interdits de pêche, en raison de l'effondrement des stocks de poissons : les ressources ont été notablement réduites et sont considérées comme commercialement éteintes.

Face à ces bouleversements, la section agro-alimentaire des Nations unies (la FAO) qui, il y a dix ans seulement, encourageait l'expansion de la pêche industrielle, a récemment conclu que les rythmes de pêche ne pouvaient pas être maintenus : l'environnement

marin et les économies fondées sur ces ressources naturelles sont menacés.

De même, en avril 1995, l'Académie des sciences américaine signalait que les activités humaines avaient provoqué des diminutions drastiques de plusieurs espèces de poissons parmi les plus appréciées ; la faune et la flore marines ont été si perturbées que les écosystèmes marins sont en danger. La pêche n'est qu'une des activités humaines qui menacent les océans, mais c'est apparemment la principale.

La guerre du poisson

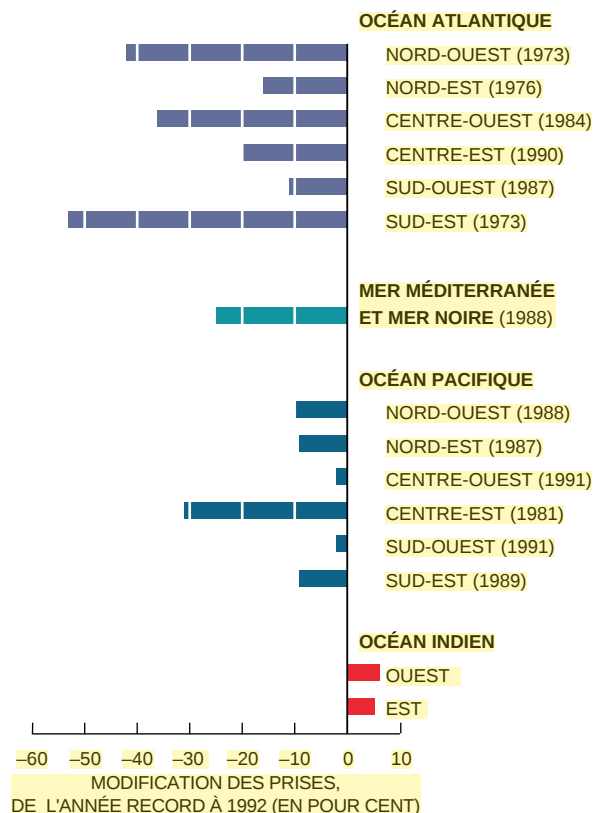
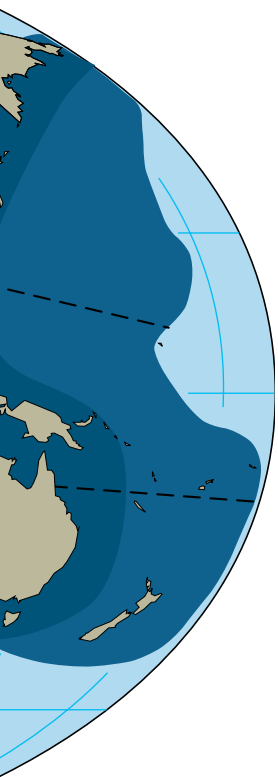
Les menaces qui pèsent sur les océans sont plus graves que celles qui touchent le milieu terrestre : ainsi la majorité des plateaux continentaux peu profonds a-t-elle été dévastée par la pêche, tandis que de vastes étendues de forêt tropicale sont encore intactes. Pour ceux qui vivent des ressources marines, le bilan est dramatique.

Comment un tel effondrement des ressources marines s'est-il produit ? Pendant les années 1950 et 1960, de nouvelles techniques de pêche sont apparues : les radars ont permis aux bateaux de naviguer sans visibilité, et

les sonars de détecter les bancs de poissons profonds. Les aides électroniques à la navigation et les dispositifs de positionnement par satellite ont permis aux marins de quadriller la mer avec une précision telle que les navires repèrent les sites où les poissons se concentrent pour la reproduction. Les bateaux reçoivent des cartes météorologiques obtenues d'après les observations satellitaires ; ils connaissent ainsi la position des fronts thermiques, où migrent les poissons. Dans certaines pêcheries, des avions d'observation localisent les bancs de poissons et guident les navires.

Beaucoup de navires de pêche industrielle sont des usines flottantes, équipées de 150 kilomètres de lignes sous-marines garnies de milliers d'hameçons, de chaluts qui pourraient contenir 12 avions ou de filets dérivants longs de 75 kilomètres (encore utilisés par certains pays). La pêche industrielle est si « efficace » que 80 à 90 pour cent du stock disponible est capturé chaque année.

Durant les 20 dernières années, les poissons les plus appréciés ont été prélevés plus rapidement qu'ils ne se sont reproduits. Aussi les pêcheurs se sont-ils tournés vers des espèces de



2. LES PRISES de poissons ont diminué dans la plupart des régions du monde, après avoir atteint un maximum entre 1973 et 1991 (on a indiqué entre parenthèses l'année record pour chaque océan). Seules les prises dans l'océan Indien continuent à croître, car les techniques modernes de pêche mécanisée viennent d'y être introduites (les barres rouges indiquent la croissance annuelle moyenne depuis 1988).

on interdit toute régénération de ces espèces.

Les fermes aquacoles perturbent également les populations sauvages, parce que la construction de parcs d'aquaculture nécessite souvent la destruction de mangrove, composés d'arbres dont les racines immergées abritent crevettes et poissons. L'aquaculture semble responsable de la destruction de la moitié des mangroves dans le monde. Elle menace également les poissons de mer, car la plupart des espèces les plus appréciées, tels le mérrou et l'anguille, ne se reproduisent pas en captivité ; les poissons d'élevage proviennent d'alevins récoltés en mer dont les prélèvements répétés accélèrent le déclin des populations sauvages.

En outre, l'aquaculture est un piètre substitut de la pêche, car elle nécessite des investissements notables, des terres et de grandes quantités d'eau pure, qui font défaut dans les régions littorales surpeuplées. L'aquaculture pratiquée dans de nombreux pays en développement ne produit que des crevettes et des poissons de luxe réservés à l'exportation vers les pays riches : pour assurer leur subsistance, les populations locales n'ont alors d'autres ressources que celles de l'océan qui s'épuise.

moindre valeur, généralement des espèces situées plus bas dans la chaîne alimentaire, ce qui a retiré aux gros poissons, aux mammifères marins et aux oiseaux marins une partie de leur nourriture. Au cours des années 1980, cinq des espèces les moins prisées ont représenté près de 30 pour cent des captures mondiales, mais seulement 6 pour cent des revenus. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autres espèces marines connues capables d'assurer une exploitation rentable aux flottilles existantes.

Les espèces sauvages qui se raréfient sont si nombreuses que certains se tournent vers l'élevage : la production de l'aquaculture a doublé durant les dix dernières années, augmentant d'environ dix millions de tonnes depuis 1985. Aujourd'hui, l'aquaculture d'espèces d'eau douce produit plus que la pêche des populations naturelles. Quant aux espèces marines, saumon d'élevage et saumon sauvage sont à égalité, la moitié des crevettes vendues proviennent d'élevages, et le cinquième des espèces aquatiques consommées provient de l'aquaculture.

Malheureusement, le développement de l'aquaculture n'a pas réduit la pression exercée sur les populations

sauvages ; il a même, parfois, eu l'effet inverse. Ainsi l'élevage des crevettes a suscité une demande pour des espèces qui, naguère, n'étaient pas commercialisées, mais dont on nourrit, aujourd'hui, les crevettes. Dans certains pays, les éleveurs de crevettes utilisent des chaluts à très petites mailles pour capturer tout ce qui peut servir à nourrir leurs crevettes. Comme la plupart des captures sont des alevins d'espèces commerciales, comme ils sont pêchés avant de s'être reproduits,



3. LES ALBATROS sont tués en grand nombre, car ils se jettent sur les appâts installés sur les lignes destinées aux thons. Plusieurs espèces de ces grands oiseaux planeurs sont menacées.

Des politiques irresponsables

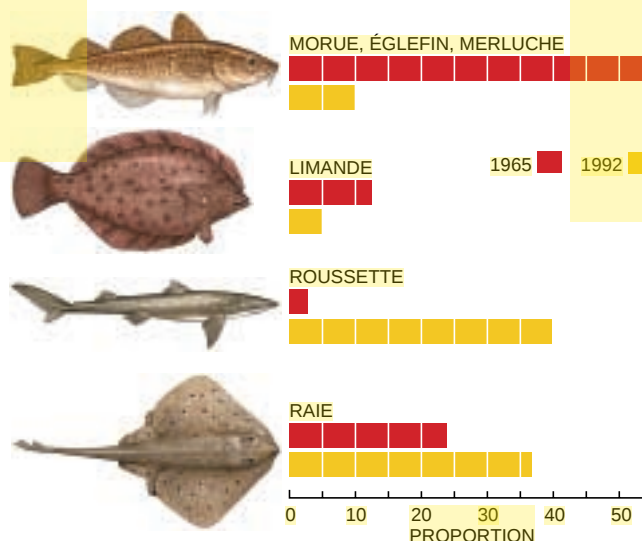
Si la situation est si catastrophique, pourquoi trouve-t-on encore du poisson, et souvent à un prix raisonnable, dans la plupart des pays industrialisés? Le prix des produits de la mer a augmenté plus vite que celui du poulet, du porc ou du bœuf, mais le cours de la viande limite celui du poisson : le consommateur se tournerait vers d'autres produits carnés si le poisson devenait trop cher. L'augmentation du prix des produits marins est également limitée par l'importation de poissons, par les pêches intensives (tant qu'elles ne s'effondrent pas), et par l'aquaculture. Par exemple, à la suite du déclin de nombreuses populations naturelles, on a commencé à élever des crevettes, ce qui a permis de maintenir les prix.

Ainsi, la loi de l'offre et de la demande détermine partiellement le prix du poisson, mais aucune loi ne stipule que la pêche doit être rentable. Pour pêcher 350 milliards de francs de poissons, l'industrie halieutique mondiale dépense 620 milliards par an, et l'essentiel du déficit de 270 milliards de francs est comblé par diverses subventions : détaxes sur le carburant, soutien des prix, prêts à faible taux d'intérêt et financement des infrastructures par des fonds publics. De nombreux gouvernements accordent ces aides massives pour préserver l'emploi, sans se préoccuper de la gestion des ressources.

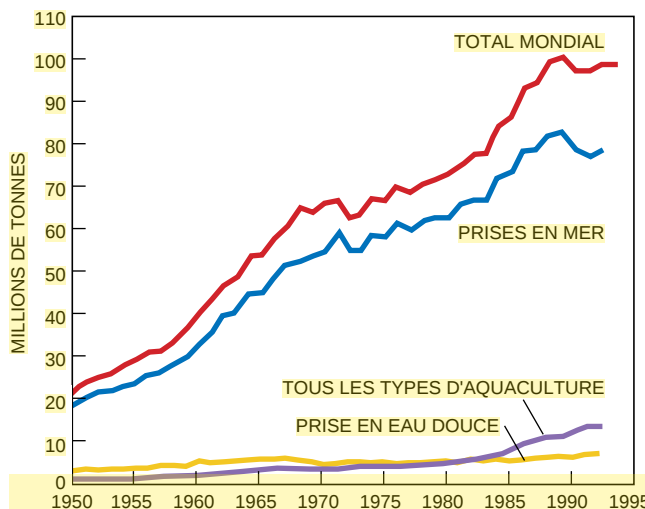
Ces mesures ont encouragé les investisseurs à financer plus de navires de pêche que les ressources marines ne pouvaient en supporter. Entre 1970 et 1990, la flotte mondiale de pêche industrielle a augmenté deux fois plus vite que le tonnage des prises (le nombre et le tonnage des navires a doublé). À elle seule, la moitié de cette armada aurait suffi à extraire ce que les océans peuvent produire chaque année. Cette situation de surcapitalisation est paradoxale : les pêcheurs

auraient pu attraper autant de poissons sans navires supplémentaires. Une étude a montré que le bénéfice annuel de la pêche à la limande américaine pourrait passer de 0 à 30 millions de francs si l'on retirait plus d'une centaine de bateaux.

Épuisant les stocks disponibles, le suréquipement annihile les profits et le prix de revente des bateaux s'effondre : leurs propriétaires, qui ne peuvent revendre leur capital sans perdre de l'argent, doivent continuer à pêcher pour rembourser leurs emprunts et sont pris dans un piège économique. Ils exercent souvent de fortes pressions politiques, afin que les gouvernements ne réduisent pas les quotas de pêche.



4. L'ABONDANCE des espèces les plus communes du golfe du Maine, au Nord-Est des États-Unis, a été notablement perturbée en raison de la surexploitation. Les barres indiquent l'abondance de chacune des espèces en 1965 (en rouge) et en 1992 (en jaune).



5. L'AQUACULTURE produit de plus en plus de poissons, tandis que les tonnages de la pêche en mer (qui fournit l'essentiel de la production) diminuent depuis 1989. Le total mondial des prises (en mer, en eau douce et provenant de l'aquaculture) stagne, voire diminue, depuis cette date.

Ce mécanisme est très répandu, et l'Organisation des Nations unies reconnaît qu'en encourageant la pêche des subventions trop élevées finissent par créer une situation grave tant pour l'économie que pour l'environnement.

La faim mondiale croissante

Alors que la production halieutique décline, la population humaine mondiale s'accroît, chaque année, d'environ 100 millions de personnes, près du double de la population de la France. Pour maintenir le rythme actuel de consommation de poissons, on devra produire, vers 2010, environ 20 millions de tonnes supplémentaires de produits de la mer chaque année. Pour y parvenir, la production de l'aquaculture devra doubler dans les 15 années à venir, et les populations sauvages de poissons devront être restaurées.

Les innovations techniques pourraient aussi nous aider à produire des aliments pour l'homme avec des espèces habituellement réservées au bétail. Toutefois, même si tous les poissons destinés à l'alimentation animale (un tiers des prises mondiales) étaient consommés par l'homme, la demande ne serait couverte que pendant 20 ans. Ultérieurement, une simple amélioration de la gestion des stocks de poissons ne suffira pas à couvrir les besoins d'une population en expansion. Au siècle prochain, les océans ne pourront plus satisfaire les besoins de l'humanité en produits de la mer.

Pour gérer au mieux cette ressource limitée, une bonne connaissance de la biologie et de l'écologie marines sera indispensable. Néanmoins, des difficultés demeureront lorsque l'on voudra passer de la connaissance scientifique à la formulation de politiques adaptées, et de ces politiques à des mesures opérationnelles. Jusqu'à présent, les gestionnaires des pêches et les responsables politiques

ont négligé les diverses évaluations des stocks fournies par les experts internationaux.

Lorsque des quotas ont été établis, certains pêcheurs ne les ont pas respectés. De 1986 à 1992, les navires de haute mer pêchant dans la zone internationale des Grands Bancs, au large

du Canada, ont pêché 16 fois les quotas définis par l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest pour la morue, la limande et le sébaste. Il y a un an, lorsque les autorités canadiennes ont arraisonné un navire espagnol à proximité des Grands Bancs, ils ont trouvé deux livres de bord, un où

les marins consignaient les prises réelles et un autre, falsifié, destiné aux autorités. Ils ont également découvert des filets aux mailles trop petites et 350 tonnes de jeunes flétans noirs. Aucun des poissons remonté à bord n'avait atteint sa maturité sexuelle et ne s'était donc reproduit. Un tel mépris égoïste des

La situation en Europe

Les ressources halieutiques européennes n'ont hélas pas échappé à la surexploitation. En mer du Nord et à l'Ouest de l'Écosse, la biomasse des géniteurs de morues, d'églefins et de lieux noirs a été divisée par trois depuis la fin des années 1970 (le had-dock est de l'églefin fumé). À la suite de la fermeture de la pêche aux harengs en 1977, après l'effondrement du stock, la biomasse s'était rétablie, mais elle tend à chuter à nouveau depuis la reprise de la pêche ; la biomasse de merlus s'est effondrée dans les eaux ibériques et le stock du golfe de Gascogne ne cesse de diminuer. Ces espèces peuvent vivre plus de 20 ans, mais la proportion des individus de plus de dix ans est désormais infime. Avec la baisse des stocks de géniteurs, le nombre de juvéniles produits chaque année diminue. Cette spirale risque d'entraîner l'extinction commerciale, voire biologique, des pêcheries.

Comme partout dans le monde, une pression de pêche disproportionnée vis-à-vis des capacités de renouvellement des ressources, ainsi que des pêches insuffisamment sélectives, conduisant à ces captures excessives de juvéniles, sont responsables de la diminution des stocks. Ainsi, en mer du Nord, une morue de un an a moins de 2 chances sur 100 de survivre jusqu'à l'âge de première reproduction et, dans le golfe de Gascogne, près de 80 pour cent des merlus capturés chaque année sont immatures.

On associe souvent la surexploitation avec l'image sensationnelle de navires-usines, de satellites, d'avions, etc. La réalité est plus triviale. En Europe, la majorité des navires est de type artisanal (le patron est propriétaire), ce qui n'exclut pas qu'ils puissent dépasser 30 mètres de longueur. Bien sûr, la plupart utilisent radar, sondeur et autres appareils élec-

troniques. Ces navires se comptent par milliers, sortent jusqu'à 300 jours par an et emploient des engins susceptibles de capturer la plus vaste gamme possible d'espèces de toutes les tailles. Au total, le potentiel de capture est considérable et excède ce que les ressources peuvent produire annuellement. En outre, plus les rendements baissent, plus les pêcheurs augmentent leur temps de pêche, réduisent la sélectivité de leurs engins et se concentrent sur les juvéniles. Totalement anti-économique, cette fuite en avant ne fait que dégrader plus encore les ressources et les comptes d'exploitation. Dès lors que les pêcheurs s'y engagent l'un après l'autre, c'est la catastrophe assurée pour tous.

Depuis dix ans, et même davantage, les scientifiques n'ont pas manqué de mettre en garde les gestionnaires. Les effets néfastes à long terme, tant économiques que biologiques, de l'excès d'effort de pêche, de pêches non sélectives, de certaines subventions, ont été soulignés à maintes reprises. Tous les ans, les scientifiques dressent un état des principaux stocks et recommandent des mesures pour arrêter leur déclin.

Or pour reconstituer les ressources marines, l'homme ne dispose que d'un moyen : réduire la pêche. Que l'on y procède en diminuant les captures ou l'effort, ou en augmentant la taille des mailles, le premier effet sera inévitablement une baisse temporaire de la production. Obnubilés par le court terme, pêcheurs et gouvernements utilisent tout argument dilatoire pour éviter ce coût immédiat. La détérioration des stocks doit être patente pour que des mesures soient prises, et il y a loin entre les déclarations officielles et la réalité des pratiques.

Les pêcheurs français réalisent plus de la moitié de leurs captures dans les eaux d'autres pays européens et pâtissent de la dégradation générale. Plus surendettés que leurs voisins, ils ont durement ressenti la crise. En dépit de la diminution des stocks, la pêche artisanale a fait l'objet d'un plan de modernisation au cours des années 1970 et 1980. En moyenne, plus de 50 navires de 12 à 25 mètres ont été construits chaque année (avec un record de 118 en 1986) dans des conditions financières étonnantes : un autofinancement de moins de dix pour cent, complété par des subventions européennes, nationales ou régionales et des prêts à taux bonifiés, pour des unités coûtant entre trois et dix millions de francs. Les patrons doivent faire face à des remboursements énormes qu'ils poussent à pêcher toujours plus. Survenant dans une situation déjà tendue malgré le soutien continu de l'État, la chute des cours du poisson, consécutive à l'ouverture des marchés, mais aussi à la récession et au chômage en France, a précipité la crise.

Le marasme a gagné aussi les autres professions de la filière. En ce début d'année, des commissions examinent les comptes de plus de 600 navires en difficulté. Un étalement des dettes et des aides publiques supplémentaires permettront à certains bateaux de rester en activité, mais beaucoup devront être désarmés. Accordées sans contre-partie (respect du maillage des filets et des quotas, par exemple), les aides publiques n'ont fait qu'accentuer les difficultés et renforcer l'épuisement des ressources. Au nom de la paix sociale au jour le jour, des décennies de laxisme ont abouti à la ruine du secteur et à des drames sociaux dans les régions littorales.

Benôit MESNIL
IFREMER - La Rochelle-L'Houmeau